

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. DE FOVILLE

La statistique et l'opinion

Journal de la société statistique de Paris, tome 43 (1902), p. 84-86

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1902__43__84_0

© Société de statistique de Paris, 1902, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

LA STATISTIQUE ET L'OPINION (1)

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Depuis notre dernière session, un siècle est mort, un siècle est né. Si arbitraires que puissent sembler au philosophe les divisions introduites par l'homme dans le cours du temps, elles s'imposent à nos imaginations et la statistique surtout ne saurait en faire abstraction, puisque ses travaux affectent invariablement la forme chronologique.

L'an de grâce 1901 est donc pour nous une date plus solennelle encore que pour d'autres, et l'heure me paraît propice à un de ces examens de conscience où l'on interroge à la fois le passé et l'avenir.

Le passé, nous pouvons le regarder avec quelque fierté. Si je voulais dire tout ce que la science qui nous est chère doit au siècle qui vient de finir, j'en aurais pour des heures, car elle ne faisait encore que bégayer il y a cent ans et maintenant, dans tous les pays civilisés, elle sait se faire écouter des gouvernements et des peuples. M. Charles de Rémusat, qui ne parlait pas légèrement, se sentait déjà autorisé à écrire, en 1858 : « La statistique a plus éclairé l'étude de la nature que toutes les autres sciences réunies. » Et depuis lors, que de lumières nouvelles n'a-t-elle pas projetées sur le monde ? Pour en donner la mesure, il suffirait presque de prononcer ici les noms des maîtres éminents qui ont fondé notre Institut, les noms des savants qui en constituent aujourd'hui l'effectif et aussi les noms des jeunes collaborateurs que leurs brillants débuts désignent pour venir successivement nous y rejoindre ou nous y remplacer. Chacun a eu sa part dans les progrès réalisés et l'œuvre accomplie est considérable.

Cependant aucun de ceux qui me font l'honneur de m'écouter ne protestera, j'en suis sûr, si, constatant que la statistique a énormément fait pour la conquête et la propagation des vérités qui lui sont propres, j'ajoute qu'avant de pouvoir vraiment crier victoire, il lui reste beaucoup à faire.

Cette réserve, Messieurs, ne vise pas seulement certaines questions particulières que nous pose, sans que nous y puissions répondre, la légitime curiosité de nos semblables. Notre domaine étant immense, il est naturel que nous ne l'ayons pas encore intégralement exploré. Nous nous y employons, d'ailleurs, de notre mieux et le programme de ce Congrès, par le nombre et la variété des communications qu'il

(1) Communication faite par notre distingué collègue, M. Alfred de Foville, à l'Institut international de statistique, dans la session tenue à Budapest, du 29 septembre au 4 octobre 1901.

annonce, témoigne suffisamment de vos ambitions et de votre zèle. Laissons donc chacun suivre librement la voie qu'il a choisie et comptons les uns sur les autres.

Mais, quel que soit, dans les diverses directions, le succès des activités individuelles, il y a aussi pour les statisticiens des intérêts communs qui méritent toute leur sollicitude et dont quelques-uns les laissent peut-être plus indifférents qu'il ne conviendrait.

Par exemple, la statistique étant au premier chef une science sociale, j'estime qu'elle a le droit, qu'elle a même le devoir de se préoccuper du plus ou moins d'autorité qui s'attache, autour d'elle, à ses enseignements. Le géomètre, l'astronome, le physicien, le chimiste peuvent impunément s'isoler ici-bas : le statisticien, lui, doit rester en contact avec ses contemporains. Son labeur n'ayant de raison d'être qu'à la condition d'être utile et d'être utilisé, il faut qu'il sache, quand il parle, s'il sera écouté, s'il sera compris et s'il sera cru. Il lui faut, pour bien faire, l'appui de l'opinion publique. Or, cet appui lui manque souvent. C'est précisément de ce qu'est et de ce que devrait être l'opinion à l'égard de la statistique que je me propose de vous entretenir pendant quelques instants.

Ce qui me frappe et ce qui m'inquiète, chez la plupart de ceux que nous voudrions instruire, c'est, en ce qui concerne nos travaux, l'absence de tout esprit critique.

Le langage des chiffres, qui est le nôtre, inspire aux profanes, tout à la fois, du respect et de la défiance. Selon les cas, chacun de ces deux sentiments pourrait se justifier ; mais la masse ne distingue pas. Les gens que nos plus irréfutables démonstrations laissent à moitié incrédules accueilleront ensuite avec une singulière indulgence les assertions les plus risquées, pour peu qu'elles soient enveloppées d'un peu d'arithmétique. Entre le bon grain et le mauvais, le public fait une moyenne, lui aussi, et il réussit de la sorte à n'être dans le vrai ni d'un côté ni de l'autre.

Que si c'était seulement là une des manifestations ordinaires de l'ignorance humaine, il ne servirait à rien de protester. Mais on peut se demander si les statisticiens ne sont pas, dans une certaine mesure, responsables de l'équivoque dont ils souffrent. Je crois, tout au moins, qu'ils ne se donnent point toute la peine qu'il faudrait pour se faire rendre justice ; et voilà peut-être de quoi alimenter l'examen de conscience — tout professionnel — auquel je me permettrais tout à l'heure de vous convier.

Pour imposer à tout homme sérieux le respect d'abord et la confiance ensuite, la statistique aurait à se libérer définitivement de quelques mauvaises habitudes qui, en se perpétuant, tendraient à la discréditer. Celles dont je veux parler ne sont pas sans connexité ; mais, pour y bien voir clair, il y a avantage à les considérer séparément et c'est ce que nous allons faire.

Les exemples sur lesquels je m'appuierai seront, pour la plupart, empruntés à la France : j'aurais mauvaise grâce, puisque c'est une confession qui s'annonce, à les aller chercher ailleurs. Je dirai ce que j'ai vu. Mais je suppose — vous saurez si je me trompe — que la statistique française n'a pas le monopole des petites infirmités dont elle vient ici s'accuser.

I.

La première de ces infirmités, c'est la lenteur. Je serai sur ce point particulièrement bref pour ne pas encourir moi-même le reproche dont je vais être l'écho. On se plaint assez généralement que nous marchions, comme la justice, *pède claudo*.

Nos censeurs parfois exagèrent et je suis le premier à protester contre l'irrévérencieuse épigramme qui un jour, en plein Parlement, classait les statisticiens parmi les tardigrades. Mais que la promptitude ne soit pas toujours notre qualité maîtresse, il faut en convenir parce que cela est vrai. Cela était vrai surtout il y a quelque vingt ans. Depuis lors, de bien des côtés, il y a eu accélération. Les publications douanières, notamment, si laborieuses qu'elles soient, arrivent maintenant à suivre d'assez près le mouvement du commerce et elles s'en trouvent bien. Les statistiques financières sont aussi au nombre de celles qui ont appris à ne pas se faire trop attendre et c'est heureux, car nous voyons s'offrir en matière fiscale tant de réformes simultanées qu'il faut au moins qu'on puisse prendre acte sans délai des bons ou mauvais effets d'une loi bonne ou mauvaise. Dans d'autres administrations on reste peu expéditif. Il suffit de compulsurer les Annuaires statistiques d'un État pour voir comment s'échelonnent, par millésimes, les publications des divers services. Nos recensements de la population, dont les volumineux dossiers se transportent, à un moment donné, du ministère de l'intérieur au ministère du commerce, trouvent dans ce déménagement une raison de plus pour ne pas révéler très vite leurs secrets. Cependant l'emploi des machines électriques ou autres pour le dépouillement des bulletins ou pour les calculs à effectuer devrait maintenant permettre de faire en six semaines ce qu'on faisait jadis en six mois.

C'est surtout l'élaboration des statistiques judiciaires et de nos enquêtes agricoles qui demanderait à être abrégée. A l'École des sciences politiques, un candidat, médiocrement préparé, à qui je demandais un jour pourquoi ces enquêtes s'appellent *enquêtes décennales*, répondit naïvement : « Parce qu'elles mettent dix ans à paraître. » Il se trompait, mais moins qu'on le pourrait croire. J'ai toujours vu s'écouler plus de cinq années avant qu'elles fussent mises au point. Ce n'est pas, je le sais, la faute des consciencieux agents à qui cette besogne incombe : ils ont, sans doute, pour excuse l'insuffisance des voies et moyens mis à leur disposition. Mais comment ne pas comprendre qu'à s'attarder ainsi ces vastes enquêtes deviennent presque vaines ? Mieux vaudrait, à mon sens, les alléger de moitié et en hâter d'autant la diffusion ; car dans un temps de fiévreuse concurrence comme celui où nous vivons, étant donnée la rapidité avec laquelle évoluent toutes les formes de la richesse et de la production, l'histoire d'il y a cinq ou six ans, pour le propriétaire ou pour le cultivateur, est déjà de l'histoire ancienne : il n'en faut pas tant pour que les vaches grasses aient fait place aux vaches maigres, ou réciproquement. Si l'on veut que les populations des campagnes prennent goût aux leçons de la statistique et se les approprient, il est de toute nécessité qu'on arrive à leur servir chaud ce qui, jusqu'à ce jour, leur a été servi si froid.

D'une manière générale, je crois que rien ne contribuerait à rendre le public attentif et sympathique à nos travaux comme d'en activer la marche. Ce doit être là, Messieurs, un de nos constants soucis.

(A suivre.)

A. DE FOVILLE.
